

PCF

**Parti
Communiste
Français**

L'Humain d'abord

**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 18 novembre au 1er décembre 2013 – n°137**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Une semaine d'actions pour la justice fiscale, contre l'austérité et les licenciements Pierre Laurent

L'état social et politique du pays est de plus en plus préoccupant. D'un côté, les souffrances populaires grandissent. De l'autre, le capital continue de licencier et de tout faire pour se soustraire à l'impôt. La politique gouvernementale, qui a renoncé à combattre la finance, s'enfonce dans l'injustice. Elle est rejetée, la colère et les cris d'alarme montent de partout. Et François Hollande n'entend rien, il refuse la moindre inflexion d'un cap qui mène pourtant à l'évidence à l'échec. La droite, le Medef et l'extrême-droite cherchent à en tirer profit en jetant la confusion sur les causes de la crise et sur les solutions nécessaires, en nourrissant un climat de violences. Il n'y a rien à attendre de ce côté là dans l'intérêt du peuple. Dans ces conditions, la mobilisation populaire pour imposer de nouveaux choix politiques de justice est indispensable. Des choix qui stoppent les licenciements, répondent aux urgences du pays par la justice sociale et fassent enfin payer le capital, c'est la seule voie sérieuse de sortie de la crise. La seule voie possible à gauche, car le problème du pays n'est pas le coût du travail mais le coût du capital.

J'appelle, au nom du Parti Communiste Français, suite aux réunions de notre Comité exécutif national et des secrétaires départementaux, à engager, dans tout le pays et dans la durée, une campagne nationale d'actions politiques pour la justice fiscale et l'arrêt des licenciements; pour la fin de l'austérité et le refus des injonctions européennes; pour la relance sociale, industrielle et écologique. Nous sommes disponibles pour les initiatives d'actions les plus large possibles, associant toutes les forces de gauche, du Front de gauche et au delà, citoyennes, syndicales et associatives disponibles pour en déterminer ensemble les objectifs. Nous soutiendrons les mobilisations syndicales engagées dans le respect du rôle de chacun, notamment la journée d' action intersyndicale organisée le 26 novembre pour les retraites, les salaires et l'emploi.

Le pays doit en effet imposer par sa mobilisation de nouvelles lois et de nouvelles décisions permettant :

- de rétablir la justice fiscale, de lutter contre l'évasion fiscale, de faire réellement contribuer le capital au financement des budgets de la nation, et de la protection sociale. La hausse de la TVA prévue au 1er janvier pour financer le crédit impôt compétitivité distribué sans contrepartie aux entreprises doit être annulée. Les exonérations de cotisation sociale accordées au patronat doivent être entièrement remises à plat.

- de stopper l'hémorragie actuelle d'emplois singulièrement dans l'industrie et les services publics, en votant nos propositions de loi pour l'interdiction des licenciements boursiers et l'amnistie sociale; en décrétant un moratoire des plans de licenciements pour examiner dans chaque entreprise des plans alternatifs et leur financement; en annulant les coupes budgétaires dans les services publics, en décrétant un moratoire des restructurations hospitalières, et en rétablissant les dotations aux collectivités locales.

- d'impulser un plan national de relance social, industriel et écologique, en augmentant les salaires et le pouvoir d'achat, et en mobilisant l'argent des banques et des assurances pour financer l'activité réelle et non les dividendes et la rentabilité des marchés financiers.

- de sortir du carcan de l'austérité et de la concurrence aveugle imposée par l'Union européenne. La France doit dénoncer le critère intenable des 3% de déficit public, ainsi que les nouvelles injonctions de déréglementation notamment en matière de droit du travail, de transport ferroviaire et de politique agricole et demander à rouvrir la négociation européenne sur tous ces points.

Pour lancer cette campagne, le Parti Communiste appelle à une semaine d'actions avec marches, sit-in, soutien aux entreprises en lutte, occupations symboliques de places, chaînes humaines...et toutes autres formes décidées localement du 25 novembre au 1er décembre dans tout le pays. Il sera pleinement partie prenante de la marche pour la justice fiscale, pour l'annulation de la hausse de la TVA et la taxation du capital organisée à l'initiative du Front de gauche le 1er décembre à Paris devant Bercy.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

SOMMAIRE

P1 **Édito** - Sommaire P2-3 **Agenda**

P3 Huma dimanche du 14/11

P4 Le gouvernement suit à la lettre l'ordonnance empoisonnée de la commission européenne – Philippines : La France doit mettre ses compétences à disposition des populations en détresse - Pierre Laurent apporte son soutien aux salariés et à la rédaction de Libération - Sommet climatique mondial (COP19) : La France a des responsabilités particulières

P5 Il y a urgence à sanctionner toutes les formes de racisme - Loi agricole pour quel avenir? - Nucléaire iranien-Genève : « La politique étrangère porte atteinte à la crédibilité de la France » P6 Note S&P dégradée « arrêter de suivre des consignes qui mènent le pays à la ruine » - Déficit public « rompre le cercle vicieux de l'austérité » - Palestine : « l'Union européenne et la France ont une dette envers les Palestiniens »

P7 A la conquête de nouveaux droits: nous sommes une arme de construction massive ! - Rythmes scolaires, les animateurs ont le blues

P8 ERT : Le gouvernement Samaras commet un nouvel acte contre la démocratie - DRACULA CONTRE LES PEUPLES - Voyage en Israël : Pierre Laurent écrit à François Hollande

P9 Hausse de 10 % des tarifs de l'énergie en Grande-Bretagne : nationalisation et rupture avec l'UE, la seule issue pour les communistes - Tous mobilisés les 14 et 28 novembre pour un vrai diplôme et un vrai métier après les études !

P10 Les communistes chiliens obtiennent des gains électoraux importants



A Seattle, les électeurs ont élu une socialiste au conseil municipal, c'est une première depuis 1916

P11 Big Brother pour la guerre économique

P12 **Liberté, j'écris tes noms**

P13 **Pour une véritable justice fiscale, marchons le 1er décembre**

P14 La majorité des élèves grecs vont en classe la faim au ventre - Aidons l'Huma !

GRANDE MANIF 13H30
DE PLAGE D'ITALIE À BERCY

DIM. 1^{ER} DÉCEMBRE 2013

CONTRE L'INJUSTICE SOCIALE

POUR LA JUSTICE FISCALE PCF FRONT DE GAUCHE

Réunions des Indignés les lundis

Les mardis Réunions de soutien aux Roms 17H30

19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns les samedis de 14H30 à 17H30 table des Amis de la Terre pour faire signer les pétitions contre le centre des Congrès d'Accoyer

Du 9 au 22 novembre : 13^è rencontres du film des RESISTANCES. 25 films projetés à Thônes et dans 15 salles alentour, dont la Turbine à Cran, l'Auditorium à Seynod, le Parnal à Thorens, etc...(Pierre Rabhi « Au nom de la Terre », « Les jours heureux », « Free Angela »)... www.rencontres-resistances.com

Lundi 18 novembre 18h30 Réunion Collectif Palestine

Lundi 18 novembre à 20h à Genève à la Haute École de Travail Social, rue Pré-Jérôme (quartier Hôpital) Conférence de Susan George "La montée de l'autorité illégitime, les transnationales contre la démocratie"

"Les Jours Heureux" en Haute-Savoie :

Sciez, mardi 19 novembre en présence de Walter Bassan et Mino Faïta.

Ensuite, le film ira à Saint-Julien, Evian, Annecy Novel et la tournée Cinébus (Taninges ...)

A partir du 20 novembre il sera programmé à Ciné Mont-Blanc de Sallanches et au Cinéma Le France à Thonon les bains.

Site du film <http://lesjoursheureux.net>

Ne le ratez pas, c'est un film essentiel !

Mardi 19 novembre 20h Alterlocal Projection de "La malédiction du gaz de schiste"

Mercredi 20 novembre réunion Chaîne Humaine contre les haines

19h30 – MLK, Annemasse : Création du "Collectif Local pour une Transition Citoyenne" <http://us5.campaign-archive2.com/?u=b7e8a26925cced3300ade0379&id=9fe0a7c377&e=c34953f1e8>

53f1e8

réunion Gauche En Marche

20h Alterlocal Soirée autopartage

Judi 21 novembre réunion Mouvement de la Paix

20h Alterlocal Projection de "Ne vivons plus comme des esclaves"

Vendredi 22 novembre 20H soirée ciné-débat Tolérer, accueillir l'étranger Salle Geneviève sous l'église des Bressis à Cran-Gevrier

20h - St JEOIRE, Salle des fêtes Gaz de schiste... ce n'est pas fini ! Point sur la situation, projection et débat. Soirée organisée et animée par le Groupe Local Vallée Verte – Quatre Rivières du « Collectif Non Aux Gaz de Schiste des Pays de Savoie et de l'Ain »

www.ngds74.info en concertation avec la Municipalité de St Jeoire

20h30 à Aix-les-Bains, cinéma Victoria Conférence-débat d'Hervé KEMPF (journaliste à reporterre.net, ex-journaliste au Monde) autour de son livre "Fin de l'occident, naissance du monde" sur le thème de l'éthique de l'écologie. soirée organisée par le collectif "Non au Gaz de Schiste des Pays de Savoie et de l'Ain" avec la librairie Chemin Faisant info Mon Patelin / Les Amis de la Terre 73

Dimanche 24 novembre 16h Alterlocal Goûter concert "Arnito Trio"

TOLERER, ACCUEILLIR L'ETRANGER ?



SOIREE CINE-DEBAT

Vendredi 22 NOVEMBRE 2013 à 20h

Salle GENEVIEVE – Sous l'Eglise des Bressis à Cran Gevrier



Un fou noir au pays des Blancs ». C'est l'histoire de Pie Tshibanda, écrivain, psychologue, qui dans les années 1995 a dû fuir la région du Katanga où il était né. Une guerre à caractère ethnique vise tous ceux qui, comme lui, sont les enfants ou les descendants de familles du Kasai, partis travailler dans les mines du Katanga. Aujourd'hui, Pie Tshibanda vit en Belgique où il a obtenu le droit d'asile, à cause des menaces subies pour avoir voulu dénoncer ces violences. Un parcours long, difficile, qu'il raconte avec humour, en essayant de bâtir des passerelles entre deux cultures.

Ma vie étant menacée, j'ai dû fuir le Congo et durant 4 ans – comme tous les Sans-papiers – j'étais dans les démarches administratives. Lorsqu'on arrive ici, que ce soit du Congo ou d'un autre pays, on n'est pas accueilli aussi facilement qu'on pourrait se l'imaginer. Je me sentais très seul et je n'avais pas la paix parce que ma femme et mes 6 enfants étaient restés dans un pays où il y avait des troubles. J'avoue que durant cette période, il y a eu des gens qui m'ont tendu la perche. Par exemple, quelques professeurs m'ont invité à venir parler aux élèves dans leur classe. Dès lors, j'ai eu le sentiment que j'existais de nouveau car je pouvais parler, je pouvais témoigner...

Dimanche 24 novembre 2013 à 12h00

**salle paroissiale
du Sacré Coeur
1 av Germain Pérréard
Cran-Gevrier**

Couscous Solidaire

**Pour le
Burkina-Faso**

Réservation au 04 50 69 57 57

Adultes 16€

- de 10 ans 8€



Lundi 25 novembre réunion ATTAC74

20h salle Yvette Martinet 15 avenue des îles à Annecy, conférence particulièrement intéressante du professeur malien Issa N'diaye sur les enjeux économiques politiques et géostratégiques au Mali. Conférence organisée en collaboration avec Artisans du monde d'Annecy et CCFD terre solidaire (info de SURVIE).

Mardi 26 Novembre réunion Chaîne Humaine contre les haines

Repaire de Cervens chez Lulu (anciennement Bar Fleuri)

20h30 à l'Agora Bonneville Ciné'UP : Camille redouble

Mercredi 27 novembre Assemblée générale RESF74

19h30 Alterlocal Conférence gesticulée : "De l'idéologie médicale aux normes sociales."

Jeudi 28 novembre 20h Alterlocal Des abeilles et des hommes (présentation et projection)

Assises Transfrontalières 2013 à Genève, Maison des Associations (15, rue des Savoises)

Vendredi 29 novembre 20h : Conférence-débat

Samedi 30 novembre 10h-17h : Assemblées et Ateliers

Logements inabordables, mobilité dans l'impasse, société à deux vitesses, transition énergétique : comment nous réorienter vers une économie durable ?

Retours des délégué(e)s du Forum d'Agglomération

Débats d'actualité : fiscalité des entreprises, agrandissement de l'aéroport

Alternatives : économie, logement, énergie...

Vendredi 29 novembre réunion Gauche En Marche

Samedi 30 novembre réunion cellule PCF de Cran-Gevrier

SAMEDI 30 NOVEMBRE

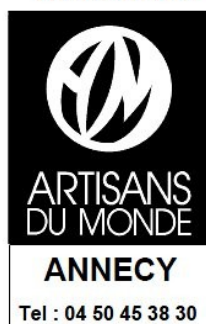
11h – 19h

Salle Le Météore MEYTHET

Entrée libre

FÊTE DU COMMERCE EQUITABLE

organisée par



Tel : 04 50 45 38 30

Vente

Conférence

Table ronde

Animations

Buvette



Planète Village 74
RhôneAlpes



Le gouvernement suit à la lettre l'ordonnance empoisonnée de la commission européenne

La commission européenne s'est exprimée sur le budget 2014 de la France avant même le vote du parlement. Au nom de la "compétitivité", une première série de recommandations avait été adressée au gouvernement en mai dernier. Si la commission porte aujourd'hui un regard positif sur l'orientation budgétaire proposée par François Hollande, tout en demandant une saignée supplémentaire en termes de réduction de la dépense publique, c'est que le gouvernement suit à la lettre l'ordonnance empoisonnée délivrée par la commission européenne.

La parole présidentielle du printemps dernier, selon laquelle la France n'avait pas à se laisser dicter les modalités de la réforme des retraites, n'était qu'un artifice. En échange du délai de 2 ans pour atteindre l'objectif des 3% de déficit, l'ensemble des recommandations du commissaire Olli Rehn, en charge des affaires économiques et monétaires, ont été suivies à la lettre. On en connaît les conséquences : une crise économique et sociale, politique et morale d'un extrême gravité, une aggravation des inégalités et de la pauvreté, un climat de très vives tensions.

Le satisfecit de la commission européenne apparaît aujourd'hui comme une véritable provocation adressée au peuple français : " vous n'avez pas voté pour cela...et alors ? On va continuer...". La plus belle des réponses est de retrouver le chemin du rassemblement et de l'action pour une politique de gauche, une politique de résistance et de contre-offensive.

Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

Philippines : « La France doit mettre ses compétences à disposition des populations en détresse »

Les Philippines viennent de subir une des pires catastrophes naturelles de l'histoire. Le bilan provisoire est de 10 000 morts et les blessés se comptent par milliers, les disparus innombrables et les familles sont toutes frappées. Les destructions matérielles sont telles qu'il faudra sûrement plusieurs années au peuple philippin pour s'en remettre et reconstruire le pays.

Les communistes français se sentent solidaires des victimes du typhon et n'oublient pas qu'il menace maintenant le Vietnam, dont les autorités sont mobilisées pour protéger la population et son territoire.

Les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Union européenne ont réagi tout de suite en envoyant des secours d'urgence aux Philippines et appuyer les 15 000 soldats philippins envoyés dans les zones les plus touchées du pays. L'ONU organise l'acheminement de 40 tonnes d'aide alimentaire.

La France vient seulement, en milieu de journée ce dimanche d'annoncer, l'envoi d'une aide de plusieurs tonnes de matériels sans en préciser le volume exact. C'est pourtant à une solidarité internationale exceptionnelle et à une mobilisation générale extraordinaire qu'appellent les dégâts humains et matériels provoqués par le super-typhon Haiyan en Asie. La France compte des compétences en la matière, elle doit les mettre à disposition au plus vite des populations en détresse.

Pierre Laurent apporte son soutien aux salariés et à la rédaction de Libération

"En ces moments difficiles, je tiens à exprimer tout mon soutien à l'ensemble de la rédaction et des salariés de Libération. L'émotion suscitée par l'événement tragique survenu ce matin dans vos locaux est à la hauteur du symbole que représente votre journal et plus généralement le rôle et la place des journalistes et de la presse dans notre société.

En tant qu'ancien confrère, vous connaissez mon attachement à ce beau métier qu'est celui de journaliste et à son indissociable liberté d'exercice.

En espérant que le coupable soit arrêté et jugé pour cet acte inacceptable et que le jeune photographe blessé se rétablisse rapidement."

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

Sommet climatique mondial (COP19) : La France a des responsabilités particulières

Près de 190 représentants des États sont actuellement réunis à Varsovie pour la 19ème Conférence des Nations unies sur le changement climatique. Le PCF tient à réaffirmer l'urgence de conclure un accord juridiquement contraignant qui permette de limiter l'augmentation de la température à 2°C, au plus, en moyenne par rapport à l'ère pré-industrielle. C'est-à-dire qu'il faut réduire mondialement les émissions de GES à la moitié de ce qu'elles étaient en 1990.

Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), présenté en septembre, évoque une hausse des températures pouvant atteindre 5°C en 2100 si aucune contrainte n'est imposée. Ouragans, moussons, typhons, sécheresses à répétition ... Il est grand temps que les États décident de mesures d'ampleur pour réduire considérablement l'utilisation des énergies carbonées à la source de l'émission des gaz à effet de serre.

Le typhon qui vient, à nouveau, de toucher dramatiquement l'Asie du Sud-Est ne peut que conforter nos engagements, à l'échelle du monde, en faveur d'un mix énergétique décarboné. Nous exprimons notre solidarité avec le peuple philippin qui vient de subir une épreuve de grande ampleur et nous soutenons les exigences portées par le représentant des Philippines – qui vient d'engager une grève de la faim - afin que Varsovie constitue une étape décisive vers un accord global en 2015 à Paris. Le représentant des Philippines sera-t-il entendu ?

Pour l'heure, le seul texte limitant les GES est le protocole de Kyoto, mais il ne concerne que les pays industrialisés, à l'exception notable des États-Unis qui ne l'ont jamais ratifié. Cet accord ne couvre désormais plus qu'une très faible proportion des émissions planétaires totales. Le traumatisme de l'échec retentissant de Copenhague est présent dans tous les esprits.

Avec l'intervention des peuples, nous voulons agir, afin de redonner confiance à un processus de négociations qui assure un avenir viable à l'humanité. Tous les États doivent, donc, s'engager de façon différenciée dans des objectifs clairement définis et surtout les pays riches et industrialisés doivent contribuer très fortement à accompagner les pays les plus en difficulté. A ce titre, il est déterminant que leurs engagements en faveur de la création d'un fonds pour le climat doté de 100 milliards de dollars par an soient enfin tenus.

La France a des responsabilités particulières dans cette conférence. Elle s'est dotée déjà d'un dispositif législatif. Le Facteur 4, la division par 4 des émissions de GES d'ici 2050 est inscrit dans la Loi. La Loi doit être appliquée. Cela demande une mobilisation financière, technologique, industrielle, sociale et écologique sans précédent qui fasse vivre de véritables coopérations et solidarités à l'échelle du monde. Cette ambition ne peut s'accommoder des politiques d'austérité nationale et européenne. Il faut un changement de cap urgent. Le PCF et ses partenaires en France, en Europe et dans le monde prendront toute leur place dans cet immense chantier de l'avenir.

Il y a urgence à sanctionner toutes les formes de racisme **(Fabienne Haloui, PCF)**

C'est sur le terreau de la haine, du rejet de l'autre, du racisme le plus abject que renchérisse les agressions verbales contre Christiane Taubira, Ministre de la Justice, la Une de « Minute », torchon de l'extrême droite en est le dernier avatar. La promotion médiatique permanente du FN, le poison idéologique qu'il distille encourage le passage à l'acte de la minorité raciste la plus radicale. C'est inacceptable !

Dans le même temps si le racisme biologique scientifique-fondé fait dire à la majorité des français qu'ils ne sont pas racistes, l'aggravation des politiques libérales et les souffrances sociales qu'elles génèrent, suscitent un racisme non pensé comme tel, le racisme culturel. L'extrême droite mais aussi une partie de la droite portent une lourde responsabilité dans le développement de ce nouveau racisme qui visent les Roms, les immigrés ou encore les citoyens français de confession musulmane.

Il y a urgence à sanctionner toutes les formes de racisme, à ne jamais banaliser des propos qui ne relèvent pas de la liberté d'opinion mais du délit. La pédagogie, le dialogue sont certes indispensables, la preuve est faite que des efforts plus importants doivent être faits à l'école, dans les clubs sportifs et d'autres lieux collectifs. Mais pour qu'une partie des français ne cèdent pas aux sirènes de la haine et de la division, il y a urgence à ce que le gouvernement change de cap, en mettant en œuvre une politique qui favorise la justice fiscale, l'emploi, une meilleure répartition des richesses.

Loi agricole pour quel avenir ?

Le projet de loi d'avenir pour l'agriculture a été présenté en Conseil des ministres. Le texte énumère un certain nombre d'objectifs louables : pratiques agro-écologiques, limiter les pesticides, et les antibiotiques vétérinaires, mesures en direction des forêts... Les moyens prévus aux changements de pratiques des systèmes agricoles sont trop insuffisants, tant pour encourager les agriculteurs, qu'en moyen à destination de l'enseignement agricole public.

La loi veut pointer les problématiques du foncier. Avec le Front de gauche, face à l'artificialisation des sols, nous proposons d'inverser le processus actuel de concentration de la production par un plan de protection généralisé du foncier agricole. Si tout n'est pas à rejeter dans ce texte ; ce projet de loi, dit « d'avenir », ne refonde aucunement comme annoncé une nouvelle ambition agricole et alimentaire. C'est précisément à ce qui est le cœur de la crise actuelle que traversent des milliers de citoyens, producteurs et salariés, que cette loi devrait apporter des solutions d'avenir.

Il manque à ce projet de définir clairement quelles productions alimentaires voulons-nous pour demain ? Quels types de productions et systèmes agricoles seront encouragés et soutenus ? Quels accès et garantis en auront les consommateurs et citoyens ? Il manque enfin et pour nous ce n'est pas un oubli, toute ambition, de régulation, d'outils de gestion, de redistribution des marges, de rémunération par les prix agricoles !

Ce qui conforte l'engagement du PCF à porter l'ambition d'une agriculture saine et accessible à tous, de qualité, relocaliser, rémunératrice pour ses travailleurs, et en faveur de la transition écologique.

Nucléaire iranien/Genève : « La politique étrangère porte atteinte à la crédibilité de la France »

le 10 novembre 2013

Il n'y aura donc pas d'accord international ce week-end à Genève sur le nucléaire iranien.

L'arrivée in-extremis du ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, pour exiger des "concessions" à l'Iran a fait capoter ce cycle de trois jours intenses de négociations multi-partites entre l'Iran, les États-Unis, la Russie, la Chine, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France.

On sait que ces négociations constituaient le résultat de plusieurs mois de travail entre Américains, Iraniens et de l'Union européenne, portant des avancées réelles. Un accord est donc possible, c'est encourageant et ce qui a, sans nul doute, permis aux négociateurs de se quitter, certes sans accord mais en prenant date pour le 20 novembre prochain.

Hasard des calendriers ? cette date correspond au lendemain de la visite officielle que François Hollande va effectuer en Israël, et Palestine.

Quelle politique la France poursuit-elle exactement ? Quels intérêts défend-elle ? celui de la paix, du désarmement et de la dénucléarisation du Proche et du Moyen-Orient ? Rien n'est moins sûr.

L'intervention de Laurent Fabius dans les négociations de Genève peine à cacher, sous les circonvolutions rhétoriques d'usage et un vocabulaire technique prétendument responsable, un parti pris partagé avec l'Arabie saoudite et Israël, doté - faut-il le rappeler ? - de la capacité nucléaire.

L'Arabie saoudite a, quant à elle, investi dans le programme nucléaire du Pakistan avec l'intention d'en retirer le bénéfice et de se doter de l'arme nucléaire à des fins "pacifiques", dit-elle.

Exiger des "concessions" à l'Iran dans le cadre de ces négociations, c'était donc exiger de lui publiquement de se plier devant la "communauté internationale". C'était s'assurer d'un refus iranien, et donc d'un blocage -au prix, d'ailleurs, d'un renforcement de l'isolement de la France.

Ce n'est pas de la diplomatie, et encore moins de la politique. C'était abandonner, et pousser tous les négociateurs à abandonner, l'objectif des discussions : éloigner le danger nucléaire pour tous les peuples de la région, et pour le monde tout entier.

Le PCF ne félicite pas le ministre français des Affaires étrangères dont la politique, depuis plusieurs mois en mettant ses pas dans ceux de son prédécesseur, porte maintenant atteinte à la crédibilité de la France sur la scène internationale et contribue à compliquer l'action diplomatique particulièrement déployée par l'ONU, notamment pour tenter de dénouer la crise syrienne.

Ce que la France doit faire aujourd'hui est tout autre. Elle doit libérer sa politique internationale des injonctions des milieux d'affaires, des lobbies militaro-industriels, des pressions de ses "alliés" surtout quand ceux-ci poursuivent une politique militariste et de domination régionale, elle doit s'émanciper d'une conception rétrograde et vouée à l'échec de relations internationales fondée sur les menaces.

La France peut changer sa politique extérieure. Elle ne resterait pas très longtemps seule sur ce terrain, et contribuerait avec d'autres à jeter les bases de résolution réelle des souffrances profondes et nombreuses, des facteurs de crises et de conflits que le capitalisme financier mondialisé a dramatiquement multipliés.

Note S&P dégradée : « arrêter de suivre des consignes qui mènent le pays à la ruine »

La France voit de nouveau sa note souveraine abaissée d'un cran. Les vampires des marchés financiers que sont les agences de notation réclament toujours plus de saignées avec toujours comme seule et unique prescription : l'austérité comme traitement à vie.

Une majorité d'électrices et d'électeurs n'ont pas voté au printemps 2012 pour livrer la politique économique de la France aux marchés financiers. Est-ce donc cela "l'union sacrée" proposée hier par le Président de la République ? S'aligner sur les exigences de Standard & Poor's en confirmant le cap de l'austérité alors que 9 français sur 10 veulent un changement de politique ?

Ces consignes et ce cap mènent le pays à la ruine. La France n'est pas condamnée à poursuivre une politique qui est partout en échec et qui nourrit désespérance, chômage et précarité. Il y a une alternative, des solutions, et ce n'est sûrement pas Standard and Poor's qui en montre le chemin.

Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

Déficit public « rompre le cercle vicieux de l'austérité »

La France aura un déficit public de 3,7 % de son PIB en 2015 selon la Commission européenne, au lieu des 3 % convenus avec Matignon. Faux, claironne Pierre Moscovici. L'objectif sera tenu, quitte à diminuer les dépenses de services publics, de protection sociale et des collectivités locales de « 15 milliards au moins » chaque année et « s'il est nécessaire de faire plus, nous le ferons ».

Bref, toujours plus de sang, de sueur et de larmes pour satisfaire aux exigences des financiers et de Mme Merkel. Pourtant, on sait où cela conduit : croissance réelle très faible, désindustrialisation accrue, chômage, précarité, pauvreté et inégalités accentuées. Au bout du compte, recettes d'impôts et cotisation sociales freinant, les déficits persistent et la dette publique s'accumule : de 79,2 % du PIB en 2011, elle devrait atteindre 93 % en 2013 et 96 % en 2014.

Il faut rompre avec ce cercle vicieux. Les choix actuels de l'Élysée et de Matignon préparent de nouvelles difficultés, pour l'emploi en particulier, au contraire de la promesse d'inverser la courbe du chômage en fin d'année. C'est là la part de réalisme de la Commission européenne qui prévoit, après le FMI et l'OCDE, que le taux de chômage va continuer de grimper en France de 11 % cette année à 11,2 % l'an prochain, puis 11,3 % en 2015, alors que la tendance serait à une lente décroissance ailleurs dans l'Union européenne.

En refusant de mobiliser le crédit bancaire pour développer l'emploi, la formation, les salaires avec l'investissement, en continuant une transformation réactionnaire de la fiscalité au lieu d'une grande réforme progressiste, en capitulant sans cesse face à la BCE au lieu d'exiger qu'elle crée massivement de la monnaie pour alléger les dettes publiques et relancer les services publics, en s'acharnant contre le « coût du travail » pour laisser filer le coût du capital,

en accordant plus de pouvoirs aux patrons licenciés au lieu de décréter des moratoires et d'accorder plus de pouvoirs aux salariés pour empêcher les licenciements et faire valoir d'autres solutions,

l'Élysée et Matignon ouvrent la voie au pire. Un changement de cap s'impose !

Palestine : « l'Union européenne et la France ont une dette envers les Palestiniens » (PCF)



Décédé le 11 novembre 2004 en France, Yasser Arafat restera l'une des plus grandes figures du XXe siècle, ayant su animer l'espoir d'une paix juste et durable au Proche-Orient en défendant le droit légitime des Palestiniens à vivre libres dans leur État souverain.

En novembre 1988, Yasser Arafat fit entériner par le Conseil national palestinien, réuni à Alger, la reconnaissance de la résolution 181 de l'ONU, qui recommande « le partage de la Palestine en deux États » en précisant que cette résolution « assure les conditions de légitimité internationale qui garantissent également le droit du peuple arabe palestinien à la souveraineté et à l'indépendance », puis dans la foulée, les résolutions 194, 242 et 338, seules bases juridiques internationales d'une paix israélo-palestinienne.

En 1993, Abou Ammar signa à Oslo aux côtés de Yitzhak Rabin, premier ministre israélien qui sera assassiné deux ans plus tard, un accord de paix intérimaire avec Israël. En 2001, une fois encore, les pourparlers échouèrent. Oslo est restée lettre mortes.

Premier président de l'Autorité nationale palestinienne à l'issue d'élections démocratiques de 1996, Yasser Arafat passera les deux dernières années de sa vie assiégé dans sa demeure de la « Mouqata » à Ramallah. Menacé de mort par le premier ministre israélien Sharon, le président palestinien a poursuivi avec la même détermination son combat pour donner une patrie aux Palestiniens, un espoir au monde entier.

En ce jour d'hommage des Palestiniens pour leur ancien président, le PCF réaffirme plus que jamais sa solidarité avec toutes celles et tous ceux qui œuvrent à la reconnaissance d'un État palestinien, libre et indépendant aux côtés d'Israël, avec Jérusalem-Est pour capitale, et à la paix.

À François Hollande, président français, qui doit effectuer du 17 au 19 novembre sa première visite officielle en Palestine et en Israël, nous demandons des actes forts.

L'Union européenne et la France ont une dette envers les Palestiniens. Il est grand temps de l'honorer.

Il s'agit aujourd'hui de déployer tous les efforts diplomatiques, politiques et économiques nécessaires pour promouvoir le développement de la Palestine, la reconnaissance de l'État palestinien, la paix et le désarmement – la dénucléarisation de la région, de tout faire pour faire respecter le droit international avec l'arrêt de la colonisation, le droit au retour et la libération de Marwan Barghouti, député palestinien, et des 5 000 prisonniers politiques palestiniens retenus par Israël.

A la conquête de nouveaux droits: nous sommes une arme de construction massive !

Jeunes, nous nous engageons pour changer notre quartier, notre ville et la société. Nous ne nous résignons pas à la précarité dans laquelle la droite et le patronat veulent nous enfermer. Souvent, on nous propose comme seule politique jeunesse le guichet comme pour mieux nous occuper. Pourtant, les jeunes sont au cœur des villes. Nous sommes ces lycéens, étudiants, jeunes travailleurs, éducateurs, militants associatifs qui faisons vivre la ville. C'est le lieu de notre première expérience citoyenne, le point de départ de la construction de nos vies. Nous avons besoin d'être accompagnés, écoutés parce que nous sommes l'avenir de ces territoires.

Nous exigeons: le droit à la ville, à y vivre, à en être acteurs, nous voulons le prendre sans attendre. Nous refusons d'être condamnés à l'abstention, d'être les cibles de politiques de stigmatisation voire d'être vulgairement classés dans les rangs de l'extrême-droite. Nous avons un avenir à conquérir. Nous ne méritons pas d'être des faire-valoir et poser pour l'affiche. Les villes peuvent être des espaces d'innovation, de progrès social à contre-courant de l'austérité généralisée. Des expériences existent déjà qui méritent d'être généralisées. Pour cela, nous irons chercher et même arracher s'il le faut, des nouveaux droits qui permettent à chacun de s'émanciper. Ce sont autant d'armes qui permettent de changer durablement nos vies.

C'est pourquoi nous proposons cette charte qui décline des revendications concrètes et applicables immédiatement dès le lendemain des élections municipales. Ce document est un outil au service des jeunes qui ouvre le champ des possibles en termes de mobilisation. Nous irons à la rencontre des jeunes pour l'enrichir et en faire le bien commun de tous les jeunes de France pour changer leur vie.

Emploi : Offrir des garanties pour vivre de son travail

- Construction des chartes avec des objectifs sociaux dans les entreprises de la ville en termes d'embauche, de salaires, de droits pour les apprentis et stagiaires
- Établir des clauses d'insertion établissant des pourcentages d'embauche pour les jeunes dans les entreprises de la ville
- Introduire des contenus ambitieux en termes d'embauche et de qualifications dans les emplois d'avenir

Formation : Armer les jeunes de connaissances

- Favoriser l'accès aux formations qualifiantes comme le BAFA
- Mener la bataille pour la présence du maximum de filières scolaires et universitaires dans la ville
- Lutte contre le décrochage scolaire, avec des ateliers pour les exclus temporaire, en lien avec les inspections académiques

Parcours de vie : Accompagner et concrétiser le projet de chacun

- Développement du contrat de réussite solidaire qui permet à un jeune de construire son projet et le valoriser dans la ville : aides dans les démarches pour trouver une formation, un métier et/ou bâtir une association
- Renforcement des moyens des missions locales pour mieux accompagner les jeunes dans leur projet de formation ou d'emploi

Conquérir l'autonomie : faire participer la collectivité aux droits fondamentaux

Transports :

Gratuité pour tous les jeunes et extension des lignes pour éviter l'enclavement de certains quartiers

Aide au permis de conduire

Santé :

- Gratuité de tous les soins dans le cadre de Centres municipaux de santé
- Développer la prévention notamment pour la sexualité avec dépistage gratuit du HIV et accès gratuit à la contraception
- Personnel médical dans tous les établissements scolaires de la ville

Logement :

- Inscription dès 16 ans dans sur les listes d'attente pour les HLM
- Mobilisation pour le retour dans le secteur public des logements étudiants gérés par le privé
- Réserver des logements dédiés aux jeunes dans les constructions notamment pour les jeunes travailleurs et apprentis

Sport/Culture : Aides aux projets artistiques et sportifs

- Politiques tarifaires avantageuses pour l'accès aux licences sportives, aux cours artistiques (théâtre, musique, danse)
- Construction d'équipements permettant la pratique de ces activités
- Développement des structures dédiées aux jeunes, avec leur implication dans la gestion et la programmation des activités

Démocratie/Vie citoyenne : être acteur et plus seulement spectateur

- Donner un vrai rôle aux différentes instances de jeunesse (CLJ) et aux représentants syndicaux lycéens, étudiants, associatifs dans la construction des projets dédiés aux jeunes
- Pérenniser et batailler pour obtenir davantage de moyens pour les associations
- Droit de vote des résidents étrangers et implication dans toutes les consultations locales

A la conquête de nouveaux droits: nous sommes une arme de construction massive!

Mouvement Jeunes Communistes de France :

2, place du Colonel Fabien - 75019 Paris

01.40.40.12.45

mjcf@jeunes-communistes.org

Rythmes scolaires, les animateurs ont le blues

le 13 novembre 2013

La « refondation » du Ministre Peillon, en plus de ne pas répondre aux besoins de l'École, comme nous le disions, pose d'autres problèmes.

Éduquer et transmettre, c'est un métier qui demande des qualifications, avec un salaire à leur hauteur, donc une formation ambitieuse. Or les métiers de l'animation en manquent cruellement aujourd'hui. A quelle sauce vont donc être mangés les milliers de jeunes qui devront être recrutés pour assurer ces nouvelles missions ? Quels accompagnements vers la titularisation, quelle formation au travail avec l'enfant, quel statut ? Le BAFA ne suffit pas, et encore faudrait-il que les collectivités l'exigent et le fassent passer.

Alors que selon des chiffres syndicaux, le volet « temps périscolaires » crée pour les collectivités locales un besoin de 800 M d'€, leurs dotations vont baisser de 1,5 milliards d'€.

La mise en œuvre d'une telle mesure sans qu'elle soit accompagnée des moyens permettant aux collectivités de l'appliquer ouvre des pans entiers du service public au privé. TOTAL a ainsi signé un accord-cadre avec la ministre Valérie Fourneyron, s'engageant à financer des projets dans les écoles à hauteur de 16 M d'€. C'est ouvrir des espaces pour les profiteurs, qui s'accaparent les richesses.

Le chômage des jeunes est massif, le travail à accomplir pour casser les inégalités, en mettant l'éducation populaire au cœur, est immense. Le gouvernement à la possibilité de prendre des mesures de progrès social sur ces deux sujets, permettant ainsi aux communes d'être des terres de conquêtes de nouveaux droits pour notre génération.

Au lendemain de l'arrêt de travail des animateurs de la ville de Paris, et à la veille de la journée de grève dans les secteurs de l'enseignement et de l'accompagnement éducatif, nous soutenons ces mobilisations et appelons à y participer.

ERT : Le gouvernement Samaras commet un nouvel acte contre la démocratie (PGE)

le 7 novembre 2013

Ce matin à l'aube la police anti-émeute est entrée dans les locaux d'ERT, la radio-télévision grecque publique. Le gouvernement Samaras tente ainsi de mettre fin à la lutte des travailleurs d'ERT qui, soutenus par la population grecque, défendent depuis le 11 juin dernier la démocratie et le pluralisme des médias dans leur pays.

Le gouvernement grec, qui va prendre la présidence de l'Union européenne au premier janvier, vient de commettre un nouvel acte contre la démocratie, à la fois en poursuivant la fermeture d'ERT et en tentant de criminaliser l'action syndicale des travailleurs.

En Grèce comme partout en Europe, l'austérité menace la démocratie. Le PGE rappelle que le choix brutal du gouvernement Samaras de fermer l'audiovisuel public grec a été fait suite à une visite de la Troïka qui exigeait de nouvelles coupes budgétaires. Il rappelle également qu'il y a deux jours, le gouvernement a offert aux grands propriétaires de chaînes privées l'octroi de licences numériques gratuites.

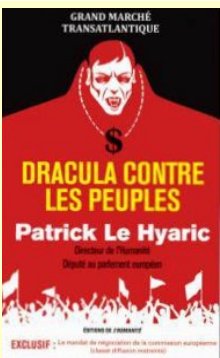
Le PGE demande le retrait des forces de police des locaux d'ERT et la réouverture de l'audiovisuel public grec. Il apporte son soutien aux salariés de ERT en grève depuis le 11 juin, qui se battent pour le maintien d'un service public de l'information et la préservation du groupe ERT, aux manifestants qui ont afflué vers le siège de ERT ce matin et aux forces syndicales et politiques qui luttent, au quotidien en Grèce, pour la démocratie, contre la casse du droit du travail, contre les attaques aux libertés syndicales.

Parti de la gauche européenne (PGE)

Pétitions en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

Non à une intervention militaire de la France en Syrie : <http://www.humanite.fr/non-a-une-intervention-militaire-de-la-france-en-syrie>



Nouveau livre de Patrick Le Hyaric "DRACULA CONTRE LES PEUPLES"

Le projet de « grand marché transatlantique » entre les États-Unis et l'Union européenne (UE), à l'image de Dracula, « n'aime pas la lumière ! ». Exposé au grand jour, un vampire périt.

Ce livre révèle en exclusivité le texte sur lequel la Commission européenne négocie, depuis le 6 juillet dernier, avec le gouvernement des USA, dans le secret absolu, la création d'un « marché unique transatlantique ».

La Commission européenne et le gouvernement refusent de mettre ce texte à disposition du grand public.

Dans ce livre, il est décrypté, disséqué, pour mieux en comprendre les enjeux :

- D'où vient ce projet ? Qui est à la manœuvre ?

- Au service de qui ?

A lire

L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"

Économie & Politique

"Changer l'utilisation de l'euro"



Voyage en Israël : Pierre Laurent écrit à François Hollande

"Monsieur le président,

Votre voyage en Israël se déroule dans une période particulièrement importante à la fois pour les peuples palestinien et israélien mais aussi pour tous ceux de la région. Celle-ci est traversée par des crises politiques profondes faisant obstacle à l'aspiration de ces peuples à construire un avenir dans la démocratie, la paix et la justice.

Mais parmi ces grands défis, le premier reste celui de la reconnaissance du droit à un État pour le peuple palestinien regroupant Gaza et la Cisjordanie, avec Jérusalem-Est pour capitale. Droit qui lui est toujours refusé du fait de l'obstruction du gouvernement d'Israël.

Le Parti Communiste Français s'est prononcé depuis des décennies pour que les peuples palestinien et israélien puissent vivre côte à côte, en paix, dans le respect entre deux États souverains.

Le refus d'Israël de reconnaître ce droit suscite de plus en plus d'incompréhension et de colère. Pire, la politique israélienne s'enfonce toujours un peu plus dans une escalade qui peut conduire à faire renaître de nouveaux affrontements. C'est la poursuite de la colonisation menée avec cynisme et mépris à l'encontre des populations chassées de leur foyer, de leur village ; c'est la mise en œuvre de déplacements forcés, indignes d'un État de droit, des populations bédouines du Néguev.

La France ne peut rester muette, encore moins complice de tels actes qui font obstacle aux avancées des négociations actuelles.

La solution aux crises que traverse la région, au droit à la sécurité des Palestiniens et Israéliens, est en grande partie liée à la reconnaissance pleine et entière d'un État palestinien.

Le Parti Communiste, comme une grande majorité de Français, considère qu'il est urgent de sortir de cette spirale qui bafoue le droit international, comme mentionné dans la lettre ouverte d'anciens ambassadeurs publiée dans Le Monde, le 14 novembre dernier.

Cette exigence est devenue cause nationale pour toute femme et tout homme épris de justice et de paix dans notre pays. La France devrait s'engager clairement pour la reconnaissance d'un État palestinien. La France devrait appuyer sans réserve la directive contraignante adoptée par l'Union européenne sur l'économie israélienne dans les territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem-Est.

Après la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, ce serait tout à l'honneur de notre pays d'adopter l'étiquetage des produits venant des colonies.

Aussi, votre voyage devrait-il permettre à la France d'envoyer un message d'espoir, afin que les peuples palestinien et israélien reprennent confiance dans leur avenir respectif qui ne pourra se construire que côte à côte, dans le respect et non dans la haine. Il faut pour cela des actes forts et des prises de position claires, sans ambiguïté, ni surenchère.

Soyez assuré, Monsieur le président, que le Parti Communiste Français continuera de faire valoir le droit du peuple palestinien, comme de tout peuple bafoué dans sa dignité, à l'existence et à la reconnaissance de son État souverain."

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



Hausse de 10 % des tarifs de l'énergie en Grande-Bretagne : nationalisation et rupture avec l'UE, la seule issue pour les communistes Article AC pour <http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net>

Comme dans le chemin de fer, la Grande-Bretagne a été le laboratoire de la dite libéralisation, en réalité privatisation du secteur énergétique. Les conséquences : hausse des prix, précarité énergétique, sous-investissement et profits record.

1989 : the Electricity Act, la « libéralisation » du secteur de l'énergie, euphémisme pour caractériser la casse du monopole public de « British Gas » sur l'électricité et le gaz, sa privatisation et l'ouverture à la concurrence des monopoles privés britanniques et surtout européens.

25 ans après, les promesses sont loin. En octobre 2013, « British Gas » vient d'annoncer une nouvelle hausse des tarifs, 10,4 % pour l'électricité, 8,4 % pour le gaz. Soit en moyenne une hausse de 160 € de la facture énergétique par ménage.

Depuis 2011, « British Gas » a augmenté ses tarifs de gaz de 50 %, ceux d'électricité de 40%. Ils affecteront plus de 20 millions de clients restés fidèle à l'ancien monopole.

Et la concurrence ? Créée de toute pièce après la privatisation du British Gas, elle se réduit aujourd'hui à six monopoles (le « Big six ») qui contrôlent 99% du marché.

Ce sont les monopoles britanniques SSE et Scottish power privatisés après 1989, et les monopoles européens : les allemands E.ON et RWE, et le français EDF. Contrairement au mythe de la concurrence qui écrase les prix, l'entente entre monopoles conduit à la hausse générale des prix.

Depuis 2011, la hausse moyenne des tarifs de l'énergie est de 21% pour RWE et EDF, 25% pour Scottish power et E.ON, 30% pour SSE. L'argument avancé par les compagnies, la hausse du cours des matières premières et du coût des investissements, tombe face aux résultats annoncés.

Encore une hausse de 10% des profits au premier semestre pour British Gas, Scottish Power a multiplié par deux ses profits l'an dernier (de 450 à 900 millions d'€) tandis qu'EDF, que nous connaissons bien, a quadruplé ses bénéfices entre 2011 et 2013, de 1 à 4 milliards d'euros.

Si on prend l'exemple de Centrica, propriétaire de British Gas, 61% de leurs profits sont reversés en dividendes pour les actionnaires. Ses « investissements » consistent dans le rachat d'infrastructures, de blocs d'exploitation à l'étranger.

Dernières opérations en date, le rachat (en partenariat avec le Qatar) pour 1 milliard de \$ des actifs de Suncor dans l'ouest du Canada, après celui du principal opérateur dans l'Est américain, Hess pour 800 millions de \$. Enfin l'acquisition auprès de Total de ses infrastructures et de son porte-feuille en Mer du nord pour 300 millions de \$.

En une année, 2 milliards de \$ en investissements à l'étranger, dans un pur objectif de rentabilité, plutôt que d'investir dans la rénovation d'un réseau britannique vieillissant.

Pour les Britanniques, les conséquences sont désastreuses. De plus en plus de ménages doivent faire un choix entre se chauffer et manger : 23% des Britanniques selon une enquête de la campagne « Energy bill revolution ».

Entre 2003 et 2013, même si la guerre des chiffres fait rage entre le gouvernement et les associations, on est passé de 2 à 6 millions de ménages en « précarité énergétique » (fuel poverty), ménages consacrant plus de 10% à leurs factures d'électricité.

D'après l'association « Stop fuel poverty », se basant sur les chiffres des organismes de statistiques gouvernementaux, les hausses actuelles des tarifs pourraient placer d'ici 2016 9 millions de Britanniques sous ce seuil, soit un ménage sur trois.

Pour les communistes britanniques, une solution : la nationalisation ... mais en rompant avec l'UE du capital

La hausse des tarifs fait scandale. Les réactions de la droite se drapent dans une morgue de classe. Les dirigeants de British Gas ont conseillé de moins faire tourner le chauffage, David Cameron a ainsi conseillé aux Britanniques de « bien se couvrir » et de « porter des pull-over ».

Le chef de l'opposition travailliste, Ed Miliband, apôtre du « capitalisme moral » a lui promis qu'il « gèlerait les prix de l'énergie » pendant 18 mois s'il était élu. Une promesse modeste qui n'engage que ceux qui y croient, au vu du passé des travaillistes à ce sujet.

Le secrétaire-général du Parti Communiste, Robert Griffiths, a naturellement soutenu cette proposition qui soulagerait la situation de millions de ménages britanniques même si pour lui « elle ne naîtra que d'un mouvement de masse contre l'austérité et les privatisations, lié aux syndicats ».

Toutefois, la seule véritable solution acceptable reste « le retour des secteurs de l'énergie et des transports dans le giron de la propriété publique ».

Une « re-nationalisation » qui serait basée sur une « véritable participation des travailleurs dans les entreprises nationalisées, sans méga-bonus pour les dirigeants ni aides pour le secteur privé ».

Si les communistes britanniques soulignent qu'une victoire travailliste, avec une pression maximale du mouvement ouvrier, est une nécessité, ils ne cachent pas leurs scepticisme à l'égard du « Labour » : sur leur illusion d'une gestion « responsable » du capitalisme, leurs ambiguïtés sur les privatisations, et surtout leur adhésion au discours européen.

Ainsi, selon le Parti Communiste, « Miliband et compagnie n'adhèrent pas à l'idée de propriété publique ou de restauration pleine et entière de l'État social britannique par peur de froisser la troïka – Commission européenne, BCE et FMI ».

« Comme certains leaders syndicaux dupés, les dirigeants travaillistes rêvent toujours d'une Europe sociale ».

Or, pour Griffiths, les « traités de l'UE entérinent les principes du grand capital, sur l'économie de marché, et renforcent la position d'institutions antidémocratiques, comme la Commission et la BCE ».

Mettre les nationalisations au cœur d'un projet de transformation sociale, poser la question de la rupture avec l'UE pour alimenter un mouvement de masse dans lequel « un Parti communiste fort et influent aidera justement à mener la lutte sur tous les fronts contre l'austérité, les privatisations, l'UE et la poussée vers une nouvelle guerre impérialiste ».

Tous mobilisés les 14 et 28 novembre pour un vrai diplôme et un vrai métier après les études !

Au mois de juin 2013, les étudiants communistes ont lancé une grande campagne nationale pour les diplômes, pour l'insertion professionnelle et pour l'emploi. Partout dans le pays, dans nos UFR, nos IUT, nos BTS, nos écoles et nos prépa, nous rassemblons les étudiants. Autour de propositions fortes et porteuses de solution pour notre avenir, nous affirmons qu'il est nécessaire de mettre fin à la série de réformes dans laquelle s'insère la loi Fioraso. La professionnalisation et le ralliement totale à la compétitivité ont entraîné la dévalorisation des diplômes et le chômage des diplômés.

A contrario, nous proposons un vrai service public de l'enseignement supérieur. Le réengagement budgétaire de l'État et le cadrage des diplômes sont nécessaires pour nous garantir des bonnes formations et des conditions d'emplois qui correspondent à nos niveaux de formations.

Depuis plusieurs mois, nous sommes aux côtés des étudiants qui luttent pour des stages de qualité dans les IRTS, aux côtés des étudiants qui combattent contre la fermeture de leurs UFR et de leurs filières à Montpellier et à Béziers, aux côtés des étudiants qui agissent contre les suppressions de postes à Villetaneuse.

Avant le mois de décembre, où les budgets des universités seront votés, nous appelons les étudiants à engager dans tous le pays une journée d'actions et de mobilisations le 28 novembre pour les diplômes, l'insertion professionnelle et l'emploi. Nous voulons un vrai diplôme, un vrai métier après les études et nous sommes déterminés pour gagner chaque jour des nouveaux droits pour les étudiants.

Les communistes chiliens obtiennent des gains électoraux importants

Source : <http://pcf87.over-blog.com/2013/11/les-communiste-chiliens-obtiennent-des-gains-%C3%A9lectoraux-importants.html>

Le Parti Communiste du Chili (PCCh) parvient à doubler son nombre de députés à la Chambre des députés du pays. Parmi les élus Camila Vallejo et Karol Cariola, deux anciennes responsables du syndicat étudiant de la FECh (Federación de Estudiantes de la Universidad de Chile)

Le Parti Communiste du Chili (PCCh) parvient à conquérir de nouveaux sièges de députés. Il recueille 219.751 voix, 3,62% des suffrages et obtient 6 députés (+3). Lors des élections du 13 décembre 2009, 3 députés communistes avaient été élus, une situation attendue depuis 1973. Date à laquelle les communistes avaient été victimes de la dictature de Pinochet. En 2009, le PCCh obtenait 132.505 voix (2,02%).

(...)

- District 2 : Hugo Gutierrez, député communiste sortant obtient 28,81% des voix (21.938 suffrages), il est réélu député

- District 3 : Cristián Cuevas, Président de la Confédération des travailleurs du cuivre, Secrétaire de la CUT, il obtient 12.807 voix (21,1%), il n'est pas élu

- District 5 : Lautaro Carmona, Secrétaire général adjoint de la Jeunesse Communiste du Chili, secrétaire général adjoint du Parti Communiste du Chili, Député sortant, est réélu député avec 23.208 suffrages (41,80% des voix)

- District 8 : Daniel Nunez est élu député avec 13,36% des voix (13.393 suffrages)

- District 19 : Karol Cariola, Secrétaire général de la Jeunesse Communiste du Chili, ancienne Présidente du syndicat étudiant Fédération étudiante de l'Université de Concepción, a été élue députée avec 38% des voix (35.604 suffrages)

- District 20 : Lorena Pizarro Sierra recueille 12,78% des voix (31.285 suffrages), il n'est pas élu.

- District 26 : Camila Vallejo Dowling, ancienne figure de proue du mouvement étudiant chilien de 2011, elle est élue députée avec 43% des voix (62.505 suffrages)

- District 28 : Teillier Guillermo del Valle, Président du Parti Communiste Chilien, député sortant, est réélu avec 41,03% (53.248 suffrages)

Au Sénat, le candidat communiste Mardones Abernego Riquelme, obtient 4,32% des voix.

Michelle Bachelet en tête au premier tour des Présidentielles

L'ex-présidente socialiste Michelle Bachelet est arrivée dimanche largement en tête du premier tour de la présidentielle chilienne, avec un programme portant sur le renforcement des services publics et le droit des femmes.

Michelle Bachelet créditée de 46,73% des voix contre 25 % à la candidate de droite Evelyn Matthei, frôle l'élection dès le premier tour. Un second tour aura lieu le 15 décembre. Cela reste une maigre victoire pour les conservateurs qui n'étaient crédités que de 14 à 21% des voix, selon les instituts de sondages. La droite parle de « triomphe moral », on dira plutôt que les conservateurs évitent une humiliation. "Cela leur donne de l'espace, et leur permettra de perdre d'une manière digne" car l'élection de Michelle Bachelet sera "presque une formalité" en décembre, affirme l'universitaire Cristobal Bellolio.

11 élus communistes aux élections régionales

On note aussi la percée des communistes aux élections régionales. Le PCCh passe de 4 élus à 11.

A Seattle, les électeurs ont élu une socialiste au conseil municipal, c'est une première depuis 1916

http://www.editowebeu/nicolas_maury/A-Seattle-les-electeurs-ont-elu-une-socialiste-au-conseil-municipal-c-est-une-premiere-depuis-1916_a7031.html

Le 5 novembre ont eu lieu les élections pour le Conseil Municipal de Seattle. Kshama Sawant, candidate pour la "Socialist Alternative" a été élue au Conseil Municipal avec 50.46% des suffrages (90.818 voix) contre 49.19% pour le candidat du Parti démocrate. Après l'élection d'un Démocrate atypique, Bill le progressiste, au poste de Maire de New York, cette entrée d'une organisation trotskiste montre les fissures du système bipartite

Dans cette ville libérale, la victoire de Kshama Sawant a beaucoup surpris. L'élu démocrate sortant, Richard Conlin, soutenu par l'establishment politique de la ville a été battu après 16 ans de règne. «Je ne pense pas que le socialisme soit un atout à Seattle, cela fait peur», déclarait vendredi Richard Conlin. Kshama Sawant a fait en sorte que les électeurs sachent qu'elle concourait comme une candidate socialiste - une étiquette politiquement toxique dans de nombreuses régions du pays.

Kshama Sawant, 41 ans, professeur d'économie, militante pour "Occupy Wall Street", d'origine indienne (Pune en Inde), avait déjà mené une bataille électorale, sous les couleurs de la "Socialist Alternative" lors des élections législatives en 2012. Elle avait été battue, malgré ses 29% des suffrages, face à un candidat Républicain. Cette militante s'affiche clairement marxiste et féministe. Son programme : Un salaire minimum à 15\$ l'heure, un logement abordable pour tous, et le socialisme

Les axes principaux de sa campagne étaient menés sur la base des revendications des syndicats :

- Un salaire minimum de 15\$ l'heure,
- Le refus des licenciements,
- La formation d'organisations syndicales dans les entreprises comme Starbucks et Amazon,
- La nationalisation des grandes entreprises présentes dans l'État de Washington telles que Boeing, Microsoft et Amazon.com,
- Le contrôle des prix du loyers,
- L'opposition aux contrôles au faciès et aux violences policières,

- Un moratoire sur les expulsions des sans-papiers et la mise en place d'une campagne visant à accorder les droits de citoyenneté aux immigrés,

- Protection de l'environnement et développement des transports en commun en établissant une taxe sur les millionnaires "transit justice"

- Lutte contre les prêts étudiants et l'endettement des étudiants. Elle est membre du syndicat American Federation of Teachers Union, proche du Parti démocrate, elle lutte contre sa direction coupable d'avoir trahi les revendications du monde universitaire

Le socialisme aux États-Unis et le rejet du système capitaliste

Son site de campagne publie également un texte "Why socialism" (pourquoi le socialisme?), où il est clairement expliqué que l'on ne peut pas réformer le système capitaliste. Elle exprime son rejet des partis démocrate et républicain, et estime que les socialistes doivent ouvertement faire campagne : "Le travail des socialistes est de montrer la voie, nous ne sommes pas timides à ce sujet. Nous invitons les gens à débattre avec nous sur les idées du socialisme. Il n'y a aucune excuse pour être timide ou réticents quand vous parlez des questions graves comme la lutte contre la misère que le capitalisme déchaîne sur nous, et partout dans le monde. Alors soyons clairs à ce sujet, il ne faut pas être timide. Il n'y a pas de temps pour la modestie, c'est le temps pour l'audace et le courage."

Aucun candidat socialiste n'avait remporté une élection dans la ville au cours de ces 100 dernières années. Le dernier candidat socialiste remonte à l'élection générale de 1991, il avait été défait. Notons qu'à Minneapolis, un autre candidat de la Socialist Alliance a obtenu 42% des voix aux élections pour le conseil municipal, il a été battu par le candidat démocrate qui a obtenu 49% des voix. La Socialist Alternative est un parti présent dans 20 grandes villes du pays. Il est membre du Comité pour une Internationale ouvrière (trotskiste).

Big Brother pour la guerre économique

<http://patrick-le-hyarc.fr/big-brother-pour-la-guerre-economique/>



La mollesse des réactions des institutions européennes et du gouvernement français face à l'ampleur des révélations sur l'espionnage des institutions, des gouvernements, des entreprises, des citoyens par les services secrets nord-américains, signe une nouvelle capitulation devant l'empire. Encore qu'on puisse se demander s'il ne s'agit pas d'une coupable et inquiétante connivence au service des milieux d'affaires occidentaux. La lutte contre le terrorisme ne sert dans cette affaire que de paravent. Comment en effet qualifier autrement une simple convocation de l'ambassadeur des États-Unis au Quai d'Orsay ou de mielleuses paroles de protestation, régurgitées de la table du Conseil européen, tandis qu'au Parlement européen, il aura fallu s'armer de patience et de diplomatie pour obtenir une petite majorité pour voter une résolution suspendant temporairement un accord de livraison aux États-Unis des données bancaires de tous les citoyens européens, baptisée « SWIFT ». Aucune de ces minuscules réprobations n'a provoqué ni inquiétudes, ni sueurs froides à la Maison-Blanche. Plutôt des spasmes méprisants d'hilarité. Dans le monde états-uniens, présenté comme le phare du monde libre, les services secrets déploient, en toute impunité, de grandes oreilles et de grands yeux pour surveiller les téléphones, pénétrer dans les ordinateurs de leurs ressortissants, comme dans ceux des pays dits « amis », installer des micros dans les lieux officiels de représentation de ces pays ou de l'Union européenne auprès de l'ONU à New-York. Le bâtiment du Conseil de l'Union européenne à Bruxelles n'est pas épargné, les téléphones des chefs de gouvernement ou d'état non plus.

On connaissait l'insupportable réalité décrite dans le film baptisé « La vie des autres », montrant comment l'appareil politique de la STASI surveillait les citoyens de l'Allemagne de l'Est. On découvre que les États-Unis ne sont pas en reste, sans que cela ne les conduise devant le « tribunal de la démocratie ». Dommage, leur président n'a-t-il pas reçu le prix Nobel de la paix ? L'action vigilante s'impose pourtant. Une telle intrusion dans la vie privée des individus est souvent le prélude à un système antidémocratique autoritaire et totalitaire. La secrète guerre électronique qui se mène dans les coulisses du monde capitaliste risque donc de se poursuivre avec l'assentiment des dirigeants européens de plus en plus inféodés à ce qui reste de l'imperium nord-américain, à mesure que le monde occidental perd de sa prédominance sur la planète. La guerre électronique est devenue consubstantielle de la nature du système capitaliste qui porte en lui une guerre économique sans merci, dans laquelle les salariés, les assurés sociaux comme les privés d'emplois sont les fantassins et les victimes tout comme les consommateurs. Les services de renseignement nord-américains sont alliés dans leur basse besogne à ceux du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni. Si elle n'était pas de totale connivence, on se demande pourquoi la Commission de Bruxelles, si pressée de dresser un procès-verbal pour un prétendu trop perçu de la compagnie maritime corse ou des agriculteurs, ne déclenche aucune procédure d'infraction à la législation communautaire à l'encontre du Royaume-Uni ?

M. Barroso sait depuis la fin de l'été que les mêmes services secrets, sous-traitants de la « NSA » au Royaume-Uni ont mené une cyber attaque contre la société de télécommunications belge « Belgacom » qui a cette particularité de gérer les communications des institutions européennes. S'il n'y avait pas connivence on n'aurait pas découvert il y a quelques jours ce monsieur Barroso annonçant avec un grand sourire carnassier qu'il venait de conclure nuitamment et secrètement un accord de libre-échange commercial avec le Canada, pays qui participe aussi à cette funeste entreprise d'espionnage. Et le Conseil européen ne trouve rien à redire à la négociation d'un marché unique transatlantique qui écraserait les droits sociaux et environnementaux, alors que nos entreprises, les élus, les responsables syndicaux et sûrement les négociateurs sont écoutés. Il aurait fallu décider de rompre cette négociation. Il n'est pas trop tard pour le faire.

En vérité, celles et ceux qui ont tenté de faire croire, depuis une trentaine d'années, que la mondialisation serait heureuse, ont trompé tout le monde.

C'est d'une violente guerre économique dont il s'agit. Une guerre intra-capitaliste entre gens qui fréquentent les mêmes conseils d'administration où les thèses de la « compétitivité » sont le projet ultime, les mêmes clubs, les mêmes G8 et G20, dans lesquels l'impérialisme nord-américain tente de conserver sa domination dans un monde en plein bouleversement, avec l'émergence de nouveaux pays ou continents. Dans cette guerre c'est le capital multinational qui mène la danse et les morts sur l'autel invisible des puissances d'argent se comptent par millions, privés d'emploi, de juste rémunération du travail, de retraite décente, de protection sociale, voir de manger. On ne peut faire semblant de découvrir ces enjeux. Depuis le siècle dernier, les dirigeants nord-américains dissertent sur leur volonté de disposer de l'arme énergétique ou de l'arme alimentaire.

Dans son discours sur l'état de l'union en l'an 2000, le président Clinton assignait à son pays l'objectif de « modeler le monde », après qu'un plan stratégique dit « Total Information Awareness » (TIA) a défini le projet d'assurer aux États-Unis la maîtrise mondiale des contenus et contenants de l'information. Depuis, ces projets ont été démultipliés. Ils se sont donnés des moyens pour contrôler les flux de marchandises dans les grands ports européens et de visiter le cœur de nos entreprises en même temps qu'ils déploient des fonds d'investissements financiers qui prennent le contrôle de certaines entreprises ou se placent en position dominante sur des métiers stratégiques.

Tous les dirigeants européens connaissent cela. Mais contrairement aux apparences, leurs hymne n'est pas « l'ode à la joie », mais plutôt « l'ode à l'hypocrisie ». Voilà qui relègue les propositions de créer « une commission » ou « d'exiger des explications » au rang de la sinistre plaisanterie. Il faut avoir le courage de rompre les négociations transatlantiques, de faire convoquer une réunion du G20 pour traiter d'un monde commun et sortir de la guerre économique et des litanies sur la compétitivité.

De même, l'Union européenne ne peut rester intégrée à l'OTAN. Elle doit en sortir et demander sa dissolution. Ces inquiétants événements rappellent l'urgente nécessité de relancer l'action pour le désarmement et la paix. La France doit se doter d'une loi sanctionnant la violation du secret des affaires. L'Union européenne doit inventer une alternative à la domination sur les technologies de l'information et de la communication et créer une agence européenne chargée de la sécurité des réseaux d'information.

Voilà un projet commun utile à construire en Europe au lieu de se soumettre aux quatre volontés des multinationales nord-américaines.

POUR UNE VÉRITABLE JUSTICE FISCALE

Marchons, le 1^{er} décembre

Alors que François Hollande avait promis une réforme de la fiscalité pour plus de justice, c'est tout le contraire. En 2013, le nombre de foyers fiscaux a augmenté de 10 %, mettant à contribution 1,8 millions de foyers souvent modestes jusque là épargnés. Dès janvier 2014, l'augmentation de la TVA décidée par le gouvernement va opérer une ponction de 7 milliards supplémentaires sur les ménages. Tout ça pour financer les exonérations fiscales nouvelles de 20 milliards d'euros que le Medef a exigé et obtenu du gouvernement. Ça suffit ! Pour le Front de gauche, l'impôt est un levier décisif au service de l'efficacité économique et sociale, à la condition qu'il soit juste. Les ménages moyens et modestes ne veulent plus payer les passe-droits et ruses fiscales des grands patrons et des grandes entreprises. Le 1^{er} décembre, retrouvons-nous pour une grande marche pour une révolution fiscale !

Pendant qu'on nous amuse avec la fameuse taxe à 75% qui ne rapportera au final que 200 millions d'euros, c'est une énorme ponction qui est opérée sur le reste de la société. En cumulant les recettes fiscales nouvelles des lois de finance 2012 (loi de finance rectificative) et 2013, on atteint 55 milliards de hausse d'impôts, qui pèsent d'abord sur les ménages !

En juillet dernier, le taux de TVA sur les services à la personne est passé de 7% à 19,6%. Au 1^{er} janvier 2014, la TVA à taux normal sera majorée de 19,6% à 20% et celle à taux réduit de 7% à 10%. A cela s'ajoute, la suppression pour deux millions de personnes seules ayant élevé un enfant d'une demi-part, un nouveau raboutage du quotient familial, la suppression de la réduction d'impôt pour enfants scolarisés dans le secondaire et dans le supérieur, l'augmentation des cotisations sociales et l'alourdissement du poids de la fiscalité locale.

LES MÉNAGES PONCTIONNÉS POUR GARANTIR LES PROFITS

Ce prélèvement énorme sur les revenus des ménages est injuste et catastrophique. D'abord parce que c'est autant d'argent qui vient en réduction du pouvoir d'achat et qui alimente la récession. Cette ponction a deux finalités principales : réduire la dette publique, c'est à dire rembourser les banques, et compenser les nouvelles exonérations fiscales votées pour les entreprises.

TAXONS LE CAPITAL

Le problème ce n'est pas l'impôt. Il est utile s'il finance des services publics et s'il est justement réparti. C'est pourquoi il faut une véritable réforme de la fiscalité : avec un impôt sur le revenu de type universel à taux et au nombre de tranches relevés, un impôt sur les entreprises modulé en fonction de leurs performances sociale et environnementale,

un impôt sur la fortune rehaussé, un impôt territorial (TP) assis sur le capital des entreprises, le plafonnement de la taxe d'habitation et le recul de la pression fiscale sur la consommation (TVA, TICPE soit actuellement 60% des recettes fiscales).

LE 1^{ER} DÉCEMBRE À PARIS, MARCHONS POUR RÉVOLUTION FISCALE !

Une telle réforme est possible, c'est une question de volonté politique. Le 1^{er} décembre prochain, marchons ensemble pour une révolution fiscale, pour la taxation du capital et l'annulation de la hausse de la TVA !

CHIFFRES CLÉS

Nombre de foyers nouvellement imposables en 2013	Coût pour les ménages de la hausse de la TVA
1,8 Millions	7 Milliards €
Exonérations fiscales et sociales des entreprises	Évasion fiscale chaque année
200 Milliards €	60 Milliards €

* Intérêts bancaires et financiers + dividendes



La majorité des élèves grecs vont en classe la faim au ventre

<http://jeunescommunistes-paris15.over-blog.com/article-la-majorite-des-eleves-grecs-vont-en-classe-la-faim-au-ventre-consequence-tragique-des-politiques-120884773.html>

Article pour <http://jeunescommunistes-paris15.over-blog.com/>

Ce mardi 16 octobre, était célébré la triste « Journée mondiale de l'alimentation » à l'heure où 850 millions d'êtres humains souffrent de la faim. Au cœur de l'Union européenne, en Grèce, ce fléau émerge de nouveau comme un phénomène de masse, touchant les plus jeunes.

L'étude publiée par « Prolepsis » (l'Institut de médecine préventive, et de santé environnementale et au travail) et menée dans 152 écoles, auprès de 16 000 élèves de toute la Grèce, a de quoi donner le vertige. Elle révèle l'ampleur de la politique inhumaine menée en Grèce par la « Troïka ».

Selon « Prolepsis », aujourd'hui seuls 36 % des élèves du primaire et du secondaire en Grèce vont à l'école sans être confrontés à la menace de la faim.

Dans le même temps, 37% des élèves sont en situation d'« insécurité alimentaire », sous la menace de la faim sans la subir directement, tandis que 27%, plus d'un élève sur quatre connaît la faim à l'école, qu'elle soit modérée ou sérieuse.

En tout, cela fait donc près de deux élèves sur trois (64%) qui vont à l'école la faim au ventre.

Les reportages édifiants ne manquent pas sur la situation dans les quartiers populaires d'Athènes ou Salonique, des enfants affamés incapables de participer aux cours d'EPS, des enseignants donnant à leurs enfants un casse-croûte pour tenir la journée.

Comme le notent les auteurs de l'étude, la Grèce tombe dans des chiffres comparables à ceux de pays d'Afrique subsaharienne, réussissant la performance de se situer en-dessous du Zimbabwe, du Mozambique et du Malawi où une courte majorité d'élèves ne souffrent pas de la faim.

Cette réalité ne peut que soulever notre indignation. Elle est surtout éclairante politiquement sur la nature de l'attaque barbare subie par les travailleurs, sur la responsabilité du choix de l'intégration européenne dans l'offensive menée par la classe dominante grecque et européenne.

Car, premièrement, ce désastre humanitaire est la conséquence directe de la « politique d'austérité » menée depuis 2008 : baisse des salaires de 20, 30, 40 %, des coupes par milliards dans l'éducation et la santé, le retrait de l'État de ses fonctions sociales.

Se soigner ou manger, c'est désormais l'alternative pour les familles grecques.

Deuxièmement, ce désastre alimentaire, c'est aussi la conséquence de la politique d'intégration européenne, avant tout de la « Politique agricole commune » (PAC).

Contrairement au discours ambiant, reflété dans nos manuels scolaires, les aides de la PAC, largement canalisées par les gros agriculteurs et les réseaux politiques clientélistes, ont servi à financer la restructuration de l'agriculture grecque, conduisant à la ruine des petites exploitations.

En outre, elle a conduit la Grèce à s'éloigner de la souveraineté alimentaire. Elle est désormais un importateur net, y compris dans ses produits traditionnels : produits laitiers, viande, fruits et légumes ... dont les olives !

Troisièmement, enfin, l'État s'accommode de l'action des associations humanitaires, charités religieuses ou fondations privées, qui occupent l'espace vacant laissé par les pouvoirs publics.

Ainsi, en Grèce, la « Fondation Stavros Niarchos » a financé à hauteur de 10 millions d'euros un plan d'aide alimentaire touchant 50 000 étudiants, dans 300 écoles des quartiers défavorisés pour leur offrir – en collaboration avec Prolepsis – des repas équilibrés chaque midi.

Si l'initiative devient une nécessité impérieuse pour des dizaines de milliers d'étudiants, elle reste scandaleuse. Elle permet à l'État de se défausser de ses responsabilités sociales, sous prétexte de faillite budgétaire, de laisser aux acteurs privés un espace pour acquérir une influence sociale.

Scandale d'autant plus manifeste quand on sait que la « fondation Stavros Niarchos » a été fondée par un riche armateur grec, qui a construit sa fortune sur les largesses accordées par l'État grec, et par des régimes qui furent teintés d'autoritarisme, de corruption et de régression sociale.

Au-delà de l'indignation, cette nouvelle doit nous pousser à agir ici en France contre les politiques de casse sociale, de privatisation de l'éducation, de pillage des ménages populaires, contre la politique de l'Union européenne au service d'une minorité de profiteurs.

A voir sur l'internet

A voir et à partager, la superbe vidéo rétrospective de la Fête de l'Humanité... <http://fb.me/ZAjbTKw2>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent. <http://tumblr.co/ZYDRUwKodK66>

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>

